

Royaliste

Bimensuel de la Nouvelle Action Royaliste

Cible

Bartolone

Non, ce n'était pas un dérapage verbal dû à la fatigue d'une fin de campagne. En accusant Valérie Pécresse de défendre implicitement *Versailles, Neuilly et la race blanche*, Claude Bartolone a appliqué la stratégie conçue par la société de pensée Terra Nova : faute de pouvoir défendre les groupes sociaux écrasés par l'ultra-libéralisme et largement passés au Front national, il cultive les clientèles issues de l'immigration...

De fait, la thématique des « minorités visibles » s'est banalisée, pour un résultat désastreux. En utilisant l'argumentaire raciste, le président de l'Assemblée nationale et ses partisans subissent une double défaite :

- concrètement, ils se placent sur le terrain choisi par le Front national et sur lequel celui-ci est d'une redoutable efficacité ;
- dans l'imaginaire collectif, ils contribuent au remplacement de la nation définie comme une collectivité historique de citoyens égaux en droits par une mise en concurrence de groupes « ethniques » qui exclut tout souci du bien commun.

Cette gauche n'est pas moins dangereuse pour la paix civile que l'extrême droite qu'elle dénonce vertueusement.

Dossier

Le renouveau des gauches ?

Pages 5-8



Owen Jones



Catarina Martins
porte-parole de BE



Luigi di Maio
« dauphin » de Beppe Grillo



Bernie Sanders



Elizabeth Warren

Algérie

L'intruse

p. 4

Idées

Jacques Julliard

p. 9

La bande des trois

Le Front national de Jean-Marie dénonçait la bande des quatre. Le Front national de Marine fait partie de la bande des trois et sert de marchepied aux deux autres. L'oligarchie a encore de l'avenir.

Cette fois, c'est certain. Ils ont compris la leçon ! À droite comme à gauche, ils ont senti le vent du boulet frontiste et ils vont changer !

Au soir du 13 décembre, l'oligarque de droite ou de gauche affiche sa gravité, sa modestie et ses grandes résolutions. Manuel Valls promet d'apporter aux Français « la preuve que la politique ne reprend pas comme avant. » Nicolas Sarkozy assure qu'il est temps de « débattre au fond des choses des grandes questions » ; Alain Juppé est déterminé à apporter « les bonnes réponses aux véritables attentes des Français » ; Xavier Bertrand jure qu'il ne fera plus de politique comme avant...

Au matin du 14 décembre, les lecteurs des quotidiens retrouvent cependant un échiquier politique inchangé sur lequel va se jouer l'élection présidentielle de 2017. **Rien ne change** : c'est la présidentielle qui est décisive car les départementales et les régionales ne sont que de grandes manœuvres pour les troupes des trois grands partis nationaux : l'idée de décentralisation est morte si tant est qu'elle ait jamais inspiré les états-majors parisiens. **Rien ne change à droite**. Depuis le retour raté de

Nicolas Sarkozy, les ambitions personnelles sont déchaînées : l'ancien président, Alain Juppé et François Fillon vont s'affronter durement ; Xavier Bertrand, Laurent Wauquiez, Nathalie Kosciusko-Morizet tenteront leur chance un jour ou l'autre. **Rien ne change à gauche** : il s'agit de rassembler la plus largement possible autour de François Hollande pour qu'il se trouve au premier tour derrière Marine Le Pen et la batte au deuxième tour par la stratégie de « front républicain » qui a été utilisée aux régionales.



Rien ne change parce que rien ne peut changer. Quoi qu'on dise sur les territoires dévastés et les populations précarisées, les oligarques resteront soumis aux normes ultra-libérales édictées à Bruxelles et imposées par Berlin ; ils annonceront, face à la colère et au désespoir d'innombrables citoyens, de nouveaux trains de réformes ultra-libérales. Pourquoi renonceraient-ils à rivaliser dans la soumission et le cynisme puisque le Front national est intégré à la bande des trois et leur sert de marchepied ?

Pour les factions oligarchiques de droite et de gauche, la leçon du deuxième tour est tout à fait rassurante : face à la menace

frontiste, des électeurs se mobilisent en nombre suffisant pour assurer, même à contrecœur, la victoire d'un « républicain » ou celle d'un « socialiste ». Cette situation se reproduira en 2017 : même si le Front national recueille au premier tour 30 ou 40 % des voix, il perdra la partie puisqu'il n'a pas d'alliés possible et continue à faire peur à 30 % ou très peur à 40 %. La peur est le seul argument des oligarques mais c'est un argument efficace.

En se présentant à toutes les élections, en gagnant de nombreux sièges aux départementales et aux régionales, le Front national a additionné les victoires mais ces succès le font entrer dans un système local qu'il ne peut pas changer. Un système confortable dans lequel il est tentant de s'installer au risque de se laisser corrompre - d'autant plus facilement que le parti souffre d'un faible encadrement. Comme le Front national est une pièce dans un jeu national qu'il ne peut maîtriser, Marine Le Pen restera la « rentière du malheur » en 2017 et après – sauf grande catastrophe qu'elle pourrait exploiter en politicienne experte.

Contrairement à ce qui est hautement proclamé, les « républicains » et les « socialistes » n'ont pas besoin de changer de stratégie : il leur suffit de continuer à instrumentaliser le lepénisme. C'est le Front national qui doit se remettre en question. Placée au centre de son appareil, entre Florian Philippot à sa gauche et Marion Maréchal-Le Pen à sa droite, Marine Le Pen tire tous les bénéfices possible de sa rente de situation. Mais son parti attrape-tout ne peut prétendre à un rassemblement politique s'il mise sur le conflit ethno-religieux. Mon hypothèse est que Marine Le Pen refusera de choisir entre l'unité nationale et le clivage identitaire afin de ne pas perdre une partie de ses gains.

Bertrand RENOUVIN

SOMMAIRE

P 1 : Cible : Bartolone - P 2 : Élections régionales : La bande des trois - P 3 : Réforme : Pourquoi faire simple quand on peut compliquer ? - P 3 : Écho des blogs : Les Danois disent Non ! - P 4 : Algérie : L'intruse - P 4 : Brèves : Russie, Roumanie, Pakistan, Portugal - P 5-8 : Dossier - Le renouveau des gauches ? - P 5 : Renouveau des gauches ? - P 5 : États-Unis : Un possible espoir - P 6 : Italie : Mouvement 5 étoiles - P 7 : Portugal : La marche forcée - P 8 : Royaume-Uni : Une nouvelle génération - P 9 : Idées : Jacques Julliard en colère - P 10 : Littérature : Le Goncourt aux Syriens - P 10 : Terrorisme : Il faut comprendre ! - P 11 : Livre de Ch. Barret sur Podemos - Famille de France - P 12 : Édito par François Gerlotto : COP21 - Quel bilan ?

Pourquoi faire simple quand on peut compliquer ?

S'il vous prend de flâner, rue de Babylone à Paris, votre regard sera peut-être attiré, au n°32, par une plaque blanche apposée sur le mur d'un large portique, où l'on peut lire : **secrétariat d'État en charge de la réforme de l'État et de la simplification.**

Il est vrai que sur le coup la plaisanterie peut avoir une certaine saveur. Et pourtant, il s'agit bien d'un ministère officiel du gouvernement Valls. Qui le détient ? Mme Clotilde Valter, mais le sait-elle ? Elle l'apprendra en lisant *Royaliste*.

Admettons que la création de ce ministère part d'un bon sentiment puisqu'un Français sur quatre estime souffrir de l'opacité et de la complexité administratives, alors que la France d'après l'OCDE souffrirait, quant à elle, d'une dépense annuelle de 60 milliards d'euros imputable à ces démarches administratives, soit 3 à 4 % de notre PIB.

Toutefois, la méthode choisie par le ministère peut laisser dubitatif. En effet, lorsque le prédécesseur de Mme Valter, M. Mandon, écrit dans *Les Échos* que « certaines missions de l'État devront être transférées ou abandonnées », nous sommes en droit de nous interroger sur le rôle qu'entend jouer ce ministère. Simplifier serait-ce brader ? De même, il est inquiétant de voir que simplification rime avec confusion car pour clarifier les démarches dans le secteur agricole, rien de mieux n'a été trouvé que de créer un Comité pour la simplification de l'agriculture, comme si le ministère lui-même ne pouvait pas superviser l'action. De plus, le calendrier concernant les principales réformes de simplification pour les artisans et les petites et moyennes entreprises ne serait effectif qu'en 2017, et encore l'emploi du conditionnel est-il de mise sur le site du ministère.

Enfin, la mesure principalement mise en valeur est celle de la création d'une plateforme « le.taxi », considérée comme une « innovation publique » permettant aux particuliers d'accéder plus aisément à ce moyen de transport.

Mais de qui se moque-t-on ? Ce ministère n'a présenté aucun projet d'ampleur afin que la simplification soit au service du redressement économique du pays ; aucun projet permettant de faire de l'administration déconcentrée le bras armé de l'État au plus près des concitoyens ; aucun projet revalorisant l'artisanat au détriment de la bureaucratie à laquelle se livrent actuellement des chefs d'entreprise qui voudraient simplement exercer leur profession. Hélas l'ère des grands projets pour la France semble dépassée : il ne reste plus qu'à créer un secrétariat d'État aux causes perdues.

Bastien GORSE

Les Danois disent Non !

Le 3 décembre, les électeurs danois ont participé en très grand nombre (72 % du corps électoral) au référendum portant sur le projet de coopération renforcée à Europol, agence européenne de coopération policière et judiciaire qui est devenue communautaire en 2010.

Le Danemark bénéficie d'une clause d'exemption en matière de coopération judiciaire et le gouvernement souhaitait pouvoir participer aux vingt-deux points sur lesquels la coopération européenne s'exerce.

La question était donc très technique mais les Danois ont bien compris qu'il s'agissait de renforcer l'intégration de leur pays dans l'Union européenne. Leur réponse a été nettement négative : 53 % ont rejeté le projet gouvernemental.

La presse française a été très discrète sur l'évènement mais l'indispensable Romaric Godin, dans *La Tribune*, (1) a bien expliqué que « Ce *non catégorique*, comme l'a décrit le Premier ministre libéral Lars Løkke Rasmussen, révèle une nouvelle fois qu'une majorité des Danois reste très sceptique sur le projet européen. » Et « l'idée qu'il existait une *instrumentalisation* des attentats de Paris pour faire accepter davantage d'intégration du pays dans l'UE » n'a rien arrangé : « Le DF [*Danske Folkeparti*, populiste] s'y oppose, mais aussi le parti de gauche radicale, la Liste Unique (Enhedslisten), quatrième parti du pays en juin avec 7,8 % des voix, qui a dénoncé une *oui* aux politiques économiques de l'UE. De façon générale, le camp du *oui* a souffert de la mauvaise image de l'UE et de la zone euro. En 1992 et en 2000, les Danois ont rejeté l'entrée de leur pays dans la zone euro, alors que leur monnaie, la couronne, a toujours été étroitement liée au deutsche mark ou à l'euro. Autrement dit, la question de la souveraineté a permis au *non* de l'emporter. »

Sur son blog *RussEurop*, (2) Jacques Sapir souligne quant à lui : « Le sens de ce référendum est clair. C'est une nouvelle victoire pour le courant souverainiste et eurosceptique en Europe. Cette victoire témoigne de l'épuisement de l'idée européenne dans les opinions publiques et de la faillite du projet d'intégration renforcée que portent les européistes que ce soit à Bruxelles ou à Paris. Avec le projet de futur référendum sur l'euro qui pourrait se tenir en Finlande en 2016 ou 2017, c'est aussi le signe très net que les peuples des pays de l'UE rejettent cette idée d'intégration renforcée et de pseudo-fédéralisme que portent les partisans de l'euro. Les gouvernements feraient bien d'en tenir compte. Ce référendum, le premier vote qui survient dans un pays de l'UE depuis que la crise des réfugiés a fait exploser les contradictions de la construction européenne, signale très certainement la fin d'une époque. »

Fin d'époque ? Acceptons-en l'augure.

Jacques BLANGY

(1) <http://www.latribune.fr/economie/union-europeenne/les-danois-disent-non-a-davantage-d-integration-europeenne-533193.html>

(2) <http://russeurope.hypotheses.org/4528>

L'intruse

« **L**a France et l'Algérie, chacune l'une pour l'autre, est une intruse » (Wassyla Tamzali). ⁽¹⁾
Double intrusion entre les petits-fils (et filles) des Algériens de France et des Français d'Algérie dans le débat respectif.

L'Algérie, menacée à l'est et au sud sur ses confins tunisiens, libyens et sahéliens, a jusqu'à présent échappé à l'instabilité et au terrorisme grâce à la force de ses services de renseignement et à la distribution de la rente pétrolière. Ces deux facteurs sont battus en brèche. La chute des cours du pétrole (et de la production) a amputé le fonds de régularisation des ressources et les réserves de devises d'au moins 20 % en 2014 plus encore en 2015. À ce rythme elles seront épuisées dans les deux ans à venir. Les têtes toutes puissantes des services, en place depuis le début de la guerre civile en 1992, viennent de sauter dont l'une à la suite d'un procès public sans précédent. Le roi est nu. On imagine aisément que l'armée régulière (l'ALN) sera désormais en première ligne mais dans une posture résolument défensive aux frontières et dans le quadrillage du territoire intérieur. Si l'ancienne hiérarchie militaire formée à Moscou vient de disparaître, les équipements sont majoritairement russes y compris les nouvelles fournitures d'armements dont les versions les plus récentes de Soukhoï (l'avion abattu par les Turcs à la frontière syrienne). Le régime algérien est avec celui de Damas le dernier bastion nationaliste arabe. Alger n'a jamais faibli dans son soutien indéfectible à Assad.

Alger s'est également refusé au plus fort de la crise ukrainienne à fournir à l'Europe une alternative au gaz russe. Sa compagnie nationale la Sonatrach a au contraire signé un accord avec Gazprom. La perspective de voir les Russes sur la base de Mers-el-Kébir, cauchemar occidental au long de la guerre froide, est aujourd'hui une hypothèse plutôt rassurante. C'est dire le renversement d'alliances auquel on assiste. Le transfert d'éléments de l'État Islamique (EI) en Libye a ainsi été anticipé sur le modèle syrien.

Qu'est-ce que cela signifie pour l'Algérie et la France ? De grandes voix nous parviennent d'outre-Méditerranée comme celles de Boualem Sansal, Kamel Daoud ou Yasmina Khadra. En vérité on les entend plus en France qu'en Algérie où ceux-ci sont censurés voire menacés. Comme en Syrie, il semble qu'il n'y ait pas de place entre le régime et les extrémistes pour des démocrates, des laïques, des libéraux. Le rapprochement officiel entre l'Algérie et la France a toujours buté sur cette limite encore plus que sur les fantômes de l'histoire. Ces derniers bien commodes s'effacent l'un après l'autre mais ni d'un côté ni de l'autre on n'est prêt pour ce qui devrait s'ensuivre : la liberté des échanges, familiaux, culturels, une réconciliation, voire ce que Chirac avait proposé, un traité d'amitié, une osmose entre les sociétés. Car on sait ce que cela impliquerait : d'une part la libéralisation du régime algérien, d'autre part celle des visas pour la France. Non pas l'un ou l'autre mais bien l'un et l'autre, autant de raisons pour maintenir éternellement l'état d'urgence en Algérie comme en France.

La prochaine guerre algérienne ne ressemblera ni à celle des Moujahidine (1954-

1962) ni à celle des émirs du GIA (1992-2002). On ignore encore quelle forme elle prendra mais on sait qu'il faut s'y préparer. Jusqu'à la récente vague de réfugiés, le chaos syrien paraissait bien lointain vu d'Europe, protégée que celle-ci était par la Turquie. Ceux qui ne voulaient pas de frontière commune avec le Machrek oubliaient simplement que l'Europe en avait une avec le Maghreb directement sur les plages françaises (et italiennes) bientôt transformées en champs de barbelés et tours de garde. Le massif des Maures porte bien son nom. On rendait le chaos libyen après la chute de Kadhafi responsable de tous les méfaits. Or la Libye c'est à peine quatre millions d'habitants, l'Algérie quarante.

L'Algérie est (avec l'Allemagne, thème d'un prochain article) l'un des deux points aveugles ou non-dits de l'immédiate politique intérieure française. Si la montée du Front national tient à bien d'autres facteurs sociologiques ou économiques, il reste que cette organisation y a pris sa source pratiquement et intellectuellement et s'y renouvelle à chaque génération. Le rejet du père - comme celui en Algérie de son contemporain Abdelaziz Bouteflika - ne saurait gommer ce principe de fondation. Primaire chez le père, par rapport à la décolonisation et aux « rapatriés », il est devenu basement populiste chez la fille et son entourage, par rapport à la rue musulmane. Chez la petite fille et ses fans il est dangereusement réaliste. Pour cette dernière génération qui se cherche, c'est la représentation de soi dans le miroir de l'autre, l'intrus au sens du philosophe Jean-Luc Nancy qui parlait de son propre corps après une greffe du cœur.

Yves LA MARCK

(1) Avocate algérienne, ex-directrice du droit des femmes à l'Unesco, préface à Stéphane Babey, **France-Algérie, l'impossible divorce**, coll. Documents, Éd. du Rocher, oct./2014, 280 pages, prix public : 17,90 €.

Brèves

Russie, le 31 novembre : Le président **Vladimir Poutine** a réhabilité l'armée blanche durant la guerre civile (1917-1922) en accordant la citoyenneté russe à la baronne **Irène de Dreyer**, âgée de 100 ans, fille du général tsariste **Vladimir von Dreyer**. Depuis quelques mois, le président Poutine a multiplié les gestes en faveur de la famille impériale faisant naître des rumeurs de restauration prochaine de la monarchie dans le pays.

Roumanie, le 1^{er} décembre : À l'occasion du début des festivités des 150 ans de la Fondation de la maison royale, la princesse héritière **Margarita** et son époux, le prince **Radu Duda** ont refait le chemin en train du roi **Carol I^{er}**. C'est 5 000 personnes qui sont venues acclamer le couple princier, scandant des slogans en faveur du retour du roi **Michel I^{er}**. Un véritable triomphe qui n'est pas passé inaperçu dans tous les médias à l'heure où le pays attend

toujours son référendum sur la question du retour de la monarchie.

Pakistan, le 4 décembre : Un avocat local a saisi la Haute cour de Lahore pour exiger le retour du célèbre diamant **Koh-i Noor** ornant la couronne royale, prétextant que celui-ci a été volé par les Britanniques à un souverain du Pendjab. Déjà sollicité en 2013 pour qu'il soit restitué, Londres avait opposé une fin de non-recevoir au Pakistan.

Portugal, le 7 décembre : **Dom Duarte de Bragança** a été lavé par la justice de toutes les accusations portées contre lui par l'ancien leader du Partido Popular Monárquico, Nuno da Câmara Pereira, qui l'accusait de délivrer illégalement des médailles de l'Ordre de Saint Michel.

Frédéric de NATAL

Le point d'interrogation est tout à fait indispensable, car il est difficile de savoir si nous trouvons en présence d'un nouveau dynamisme soutenu par de nouvelles idées ou de tentatives désespérées de ripolinage de vieilleries qui ne masqueront pas longtemps une irréversible décrépitude. En France, si nous restons dans le domaine des « idées », nous avons un Badiou, sans doute plus vaniteux que platonicien, toujours prêt à défendre l'indéfendable (Staline, c'était super, Mao, merveilleux !), mais je crois qu'il en est de ses provocations comme de celles de son collègue-star, Slavoj Zizek : elles n'engagent à rien. D'ailleurs, je me suis promis d'écrire un jour, un « Pourquoi Nabilla est-elle plus intéressante que Badiou ? » dont j'espère réserver la primeur aux lecteurs de ce journal, si les féroces censeurs de la rédaction le veulent bien...

Mais le petit dossier qui suit évite soigneusement la France, peut-être justement parce qu'il n'y a plus grand-chose à dire sur la gauche en France. Une partie se décompose, l'autre s'est figée dans la glace. Je dois avouer que je préfère la décomposition à la glaciation : la pourriture est au moins féconde, tandis que la glace conserve pour rien : Hibernatus ne changera jamais le monde. Nous irons donc au Portugal où se forge une nouvelle majorité gouvernementale, à la stabilité assez douteuse mais l'expérience ne manque pas d'intérêt. Nous franchirons la Manche pour découvrir le renouveau d'un certain marxisme, et l'Atlantique pour voir ce qui se passe dans la gauche nord-américaine (si, si, il y a une gauche aux États-Unis). Et puis nous reviendrons près de chez nous, en Italie, notre chère sœur latine, pour nous interroger sur ce bien étrange Mouvement 5 Étoiles, qui semble d'ailleurs indifférent à la question droite-gauche.

Est-ce à dire qu'il faut définitivement désespérer de la gauche en France ? Je ne le crois pas, si tant est que j'ai jamais vraiment espéré quelque chose de la gauche. J'ai lu récemment un excellent livre dont le titre peut, aujourd'hui, prêter à sourire *Quand les socialistes inventaient l'avenir*. Cet ouvrage collectif couvre la période 1825-1860 et traite de la formidable effervescence qui agitait alors, dans notre pays, les milieux progressistes. Journaux, brochures, revues, tous plus ou moins éphémères, tous plus ou moins confidentiels, brassaient les idées les plus diverses et les plus audacieuses. Fourier, Saint-Simon, Lamennais, Proudhon, et bien d'autres encore, bâtissaient de puissantes théories que leurs disciples s'empressaient d'illustrer, d'enjoliver, d'attendrir, de mêler, ou de trahir. Et cet apparent fatras fut d'une incroyable fécondité.

Peut-être qu'aujourd'hui, sur Internet... Soyons attentifs.

Patrick PIERRAN

Ouvrage collectif - *Quand les socialistes inventaient l'avenir 1825 - 1860. Changer la société, changer la presse*, coll. Hors collections Sciences Humaines, La Découverte, mai/2015, 408 pages, prix public : 25 €.

États-Unis Un timide espoir

Bien compliqué de parler d'une gauche dans un pays tant marqué par le règne et la religion de l'argent. Néanmoins, quelque chose se passe...

Entre des Républicains fanatiques du marché et du laisser-faire économique et financier et des Démocrates incapables de secouer le joug de la finance, il est bien compliqué de trouver une place pour une autre pensée et surtout une autre action politique. Les efforts faits par Obama pour réguler l'économie financière et mettre sur pied un solide bouclier social sont bien timides et de toute façon bien en deça des plus strictes nécessités.

Historiquement, la gauche américaine a pourtant été déterminante dans l'histoire du pays. Il ne faut jamais perdre de vue que les États-Unis se sont fondés sur la liberté et non sur l'égalité. Les deux concepts, si bien articulés dans notre pays ont du mal à faire cause commune outre-Atlantique. Pourtant, c'est au nom de l'égalité que les abolitionnistes ont mené le combat contre l'esclavage. Tout comme c'est en son nom qu'une forme de Front populaire a vu le jour en 1933 pour vaincre la crise qui avait jeté des millions d'Américains dans la misère. Tout comme dans les années 50-60 pour en finir avec les discriminations raciales et lutter efficacement contre la guerre du Vietnam.

Cependant, jamais la gauche n'a été en mesure de créer un parti susceptible de porter ses thèses et de peser sur la politique du pays, si l'on excepte les tentatives du début du siècle dernier. Même si le Parti démocrate possède bien une aile gauche, elle est bien loin d'être capable de compter. Ce n'est pourtant pas qu'elle manque de personnalités susceptibles de porter un tel message et au moins deux d'entre elles ont aujourd'hui une réelle importance.

Le premier est **Bernie Sanders**, 71 ans, sorte d'ovni de la politique qui s'est implanté dans le Vermont, État petit et peu peuplé, où il est devenu incontournable, réélu avec des scores toujours plus importants au fil du temps. Classé « indépendant », il est tout de même candidat à l'investiture démocrate et fait un tabac lors de chacune de ses réunions publiques. Il s'affiche, et il est le seul, ouvertement « socialiste démocrate » et fustige avec talent l'action délétère des milieux économiques du pays. Ses chances sont faibles tout autant que son discours est rafraîchissant.

Plus sérieuse, **Elizabeth Warren**, 61 ans, démocrate parvenue à reconquérir le siège de Ted Kennedy dans le Massachusetts et qui s'est depuis signalée par son action et ses prises de position. Notamment après la crise de 2008 lorsqu'elle a assumé brillamment la présidence du conseil de surveillance du plan Paulson (TARP) et par sa demande réitérée de création d'une agence nouvelle de protection des consommateurs. C'est la nouvelle coqueluche des milieux de gauche, dont les intellectuels et les artistes, avec un discours puissant centré sur la défense des classes défavorisées et moyennes face aux élites financiero-économiques qui conduisent le pays. Poussée à se présenter aux primaires, elle n'a pas encore sauté le pas. Voilà une candidate sérieuse à l'élaboration d'un changement ou au moins d'une inflexion réelle de l'offre politique. Mais qu'est-il réellement possible de faire dans un pays où la moitié de la population, généralement la plus pauvre, s'abstient alors qu'elle a une partie des clés pour ouvrir un vrai changement ?

Charles GUÉMÉNÉ

Italie Mouvement 5 étoiles

La vie politique en Italie est à l'image de celle d'autres pays de l'Union européenne. Deux coalitions, que rien ne différencie, briguent les suffrages des électeurs italiens. La première, de centre-gauche, est emmenée par l'ancien maire de Florence, Matteo Renzi, actuel président du Conseil des ministres ; la seconde, de centre-droit, est conduite par Silvio Berlusconi, qu'on ne présente plus. Tous deux représentent l'oligarchie qui a fait allégeance à Bruxelles, Bonn et Francfort, et mènent, ont mené ou mèneront une politique d'austérité, des réformes « structurelles », qui se traduisent par la privatisation des services publics, la « simplification » du code du travail, la marchandisation de la protection sociale, la réduction des coûts du travail...

C'est dans ce contexte chaotique qu'émerge depuis la fin des années 2000, il *Movimento cinque stelle* (M5S ou Mouvement cinq étoiles, en français), un parti antisystème, anticapitaliste, antipartitocratie et eurosceptique. Pour les uns, il est de gauche ; pour les autres, limite d'extrême droite ; pour d'autres encore, ce serait un parti attrape-tout ou, pire, le parti du néant absolu ; son programme serait une compilation de slogans populistes et ses candidats, désignés par internet, des opportunistes ; les plus enthousiastes voient en lui le moyen d'en finir avec la corruption ; il attirerait par sa nouveauté ; le manque de sérieux de ses fondateurs, de leurs méthodes et de son programme repousserait...

En cela, la situation de l'Italie est comparable à celle de la France, de l'Espagne, de la Grèce, voire du Royaume-Uni, des pays où les partis de l'*establishment* de droite et de gauche, bonnets blancs et blancs bonnets, ont fait le lit de partis antisystème : le Front national, Podemos, Syriza ou l'Ukip de Nigel Farage. Mais la comparaison s'arrête là, car, ailleurs en Europe, ces forces alternatives sont enracinées dans une mouvance clairement identifiée de droite ou de gauche, qui tentent une réécriture du récit national en se référant aux heures glorieuses de leur histoire : la grandeur gaullienne pour le courant du Front national représenté par Florian Philippot, la II^e République espagnole et son combat durant la Guerre civile, pour Podemos, la Résistance à l'occupation allemande puis à la dictature des colonels pour Syriza, l'isolationnisme pour l'Ukip. En Italie, rien de tout cela. D'abord parce que le M5S se veut

un « non parti », un mouvement post-idéologique, « ni de droite ni de gauche », une association libre de citoyens qui veulent en finir avec le système politique italien et ses élites corrompues. Son fondateur, l'humoriste Beppe Grillo, se présente comme un « non leader » ; il doit sa célébrité à sa gouaille et à ses coups de gueule sur son blog et à son alliance avec Gianroberto Casaleggio, homme d'affaire qui a fait fortune dans le numérique et qui passe pour beaucoup en Italie pour un illuminé. Le M5S est né d'une farce : le « Vanfancullo day », une manifestation annuelle que Beppe Grillo organisait dans les années 2000. Cette expression signifie, dans une traduction à peine édulcorée, « va te faire foutre ». Elle traduit son objectif de mettre « cul » par-dessus tête le système politique italien. Il est curieux de constater qu'en 1980, la déclaration de candidature à la présidence de la République de Coluche se concluait par ces mots : « tous ensemble pour leur foutre au cul »... Les deux hommes ont d'ailleurs joué ensemble dans *Le fou de guerre* de Dino Risi en 1985. D'où cette question : lequel a influencé l'autre ? Autre facteur expliquant l'impossibilité pour le M5S de se revendiquer l'héritier d'un passé glorieux : l'Italie n'a que très rarement été un géant politique, à l'inverse des États qui ont précédé l'unité italienne de 1861 ; que l'on songe au rayonnement de Venise, de Gênes, du Royaume de Naples, sans parler des États pontificaux. L'idée de nation n'a donc jamais vraiment réussi à s'imposer dans ce pays morcelé. Il n'y a pas non plus de grands mouvements sociaux auquel le M5S peut se rattacher : les seuls qui ont marqué l'Italie ont pour nom Mafia en

Sicile et Brigandage dans les régions des Apennins situées au sud de Rome, deux mouvements de révolte nés après l'unité, contre les taxes imposées au Sud par le Nord, mais qui se sont discrédités par leurs moyens d'action.

Si le M5S refuse d'être classé à gauche de l'échiquier politique italien, il n'en reste pas moins qu'une grande majorité de ses électeurs vient du Centre gauche. C'est ce que révélait un sondage publié en 2012 par *La Stampa*. Son programme, qui aborde tous les sujets politiques, économiques, sociaux et environnementaux, et son mode de fonctionnement empruntent plutôt à la gauche et à l'extrême gauche traditionnelles, ainsi qu'à la mouvance écologique et au mouvement associatif. En revanche, ses alliances au sein du Parlement européen, notamment avec l'Ukip, ou sa défense de la petite entreprise le classeraient plutôt à droite, tendance souverainiste et poujadiste. Enfin, par ses attitudes provocatrices, un penchant libertaire, certaines propositions de loi sociétales présentées ces dernières années, entre autre en faveur du mariage à plusieurs ou entre espèce... à condition qu'elles soient consentantes, on pourrait être tenté de classer le M5S parmi les successeurs du Parti radical italien de Marco Pannella.

De gauche, de droite ou de nulle part, toujours est-il que ce non-parti attire de plus en plus d'électeurs et demeure, en Italie, le principal rempart à l'extrême droite. En attestent ses résultats aux élections générales italiennes de 2013 (23,5 % des voix au Sénat, 25,5 % des voix à la Chambre des députés, soit presque autant dans les deux cas que le Parti démocrate actuellement au pouvoir, et ses 163 parlementaires) et les mauvais résultats de la Ligue du Nord. Son relatif échec aux élections européennes de 2014, où il a cependant recueilli 23 % des suffrages, l'a contraint à revoir certaines règles de fonctionnement et a conduit Beppe Grillo à prendre du recul. Le parti est aujourd'hui dirigé par cinq militants âgés de 28 à 41 ans qui ont tous une déjà longue expérience de la pratique politique de terrain. Plusieurs sondages le donne gagnant dans de nombreuses grandes villes, dont Rome, aux élections municipales de juin, un tremplin pour propulser l'un des leurs au Palazzo Chigi, siège de la présidence du Conseil des ministres, en 2018.

Si, pour l'heure, le M5S reste un objet politique non identifié, les élections municipales de juin prochain constitueront un test décisif sur sa capacité à gouverner sur un programme politique digne de ce nom.

Nicolas PALUMBO

Portugal

La marche forcée

Inopinément, à l'occasion du vote de censure du gouvernement de droite, la gauche portugaise semble se reconfigurer et *Bloco de Esquerda* (BE - « Bloc de Gauche »), proche de Syriza et de Podemos, devenir incontournable.

C'est une atmosphère digne de notre IV^e République qui plane sur Lisbonne. Depuis à peine plus d'un mois, une curieuse majorité s'est imposée à l'Assemblée de la République portugaise. Son acte de baptême a la forme de la motion de censure adoptée le 10 novembre dernier à l'encontre du gouvernement pensant pouvoir s'appuyer sur la majorité relative remportée au cours des élections législatives. C'est ainsi qu'est tombé Pedro Passos Coelho, chef du Parti social démocrate (PSD) qui avait formé une alliance électorale avec le Centre démocrate social-Parti populaire (CDS-PP) - de l'ex-président de la commission européenne José Manuel Durão Barroso. Calulettes à la main, les députés de gauche veulent démontrer que les 107 députés du centre-droit ne pèsent pas lourd face aux 86 élus du Parti socialiste (PS) alliés aux 19 du Bloco de Esquerda (BE), aux 15 du Parti communiste portugais (PCP), aux deux élus du Partido Ecologista « Os Verdes » (PEV - à traduire par : Parti écologiste « Les Verts ») et à l'unique représentant du Parti animaliste (PAN)...

Les médias ont rapporté les suspectes tergiversations du président de la République, Aníbal Cavaco Silva - ex-PSD -, enclin avant toute chose à défendre la permanence des compromis passés avec Bruxelles et la Troïka par les gouvernements de gauche, puis de droite. Et, peu avant le vote de défiance, Pedro Passos Coelho a accusé António Costa, le nouveau Premier ministre socialiste de ne s'appuyer que sur une « majorité négative ». C'est que les forces de gauches ne sont parvenues que laborieusement à conclure un accord, pour une sorte d'« opposition constructive » que n'aurait pas renié, naguère, un Guy Mollet ! Aucune alliance formelle n'est, en effet, en vue. Ne doivent être conclus que des accords bilatéraux entre le PS - qui

exerce seul le pouvoir... - et les autres forces, comme par exemple pour le vote du budget. Les contraintes constitutionnelles ont peut-être joué pour la conclusion de cet accord à minima, car aucune dissolution ne pouvant être prononcée par le président de la République, d'ici juin 2016. Les trois acteurs assurent cependant avoir fait en sorte que leur pacte dure jusqu'à la fin de la législature.

Le socialiste António Costa a bien l'intention de démontrer que la gauche, au gouvernement, est tout aussi légitime que la droite. Du reste, son gouvernement compte quelques ministres dont les trajectoires personnelles doivent rassurer. Le portefeuille des Finances est confié à Mário Centeno, un diplômé de Harvard qui a fait une grande partie de sa carrière à la Banque centrale du Portugal et est, en outre, le principal auteur du projet économique du PS. Manuel Caldeira Cabral, ancien conseiller du PS, est le ministre de l'Économie. Le 2 décembre, présentant son programme de gouvernement devant le Parlement, le nouveau Premier ministre a fixé les objectifs à atteindre par la nouvelle équipe : augmentation des salaires, des pensions et aides aux personnes menacées de tomber dans la pauvreté. Pêle-mêle, en matière de mesures concrètes, les socialistes promettent : la fin des restrictions salariales pour les fonctionnaires d'ici la fin de l'année 2016 ; un salaire minimum mensuel de 600 € - il plafonne actuellement à 505 € - pour le privé ; la création d'une prestation sociale pour les travailleurs dont les revenus dépassent à peine le seuil de pauvreté et qui représentent déjà 10 % de la population active ; la baisse de 23 % à 13 % de la TVA sur la restauration et l'annulation du processus de privatisation des transports publics de Lisbonne et Porto.

Dans son discours d'investiture, M. Costa a assuré vouloir être un « partenaire responsable » de l'UE, capable de favoriser de « nouvelles convergences » pour l'instant bien hypothétiques. Dans les grandes lignes de la politique économique, c'est donc à la continuité à laquelle il faut s'attendre.

Mais il s'agit aussi de séduire le Bloc de Gauche. Pour solidifier son alliance avec la gauche de la gauche, António Costa accepte de « faire tomber un mur ». C'est qu'il s'agit de composer avec une force qui progresse régulièrement depuis plus d'une quinzaine d'années. Au moment de sa fondation, en 1999, ce petit parti a pour fonction de fédérer des forces bien éparées : notamment la tradition maoïste, des trotskistes et des minorités émanant elles du PCP. À l'occasion des élections législatives qui ont lieu cette même année, le Bloc de Gauche réussit à faire élire deux députés. Au cours des renouvellements successifs de la Chambre, le nombre d'élus passe à 3, puis 8, 16 puis 19. Le BE a réussi à s'implanter dans les grandes villes, où il séduit une jeunesse touchée de plein fouet par la crise économique. Et il semble bien apparaître comme une alternative, face au PCP recrutant davantage dans le monde rural et des catégories plus âgées. Au Parlement européen, le BE siège dans le groupe de la Gauche unitaire européenne (GUE), où l'on retrouve Podemos et Syriza !

Peut-être est-ce en connivence avec ces autres nouvelles incarnations de la contestation que l'idée de soutenir un gouvernement socialiste est apparue. Afin de rompre l'isolement de l'Europe du Sud ? Au lendemain de la formation du gouvernement socialiste portugais la porte-parole du Bloc de Gauche, Catarina Martins, estimait que « les conditions sont réunies pour avoir au Portugal un gouvernement stable » et d'accepter de soutenir « un gouvernement qui parle du programme du parti socialiste ». Une figure intellectuelle historique de la gauche radicale portugaise, Boaventura de Sousa Santos, maître à penser de l'un des fondateurs de Podemos, Juan Carlos Monedero, aime à rappeler l'impérieuse nécessité de toujours rester connecté aux mouvements sociaux. Reste à en convaincre les électeurs, à l'occasion des prochaines échéances.

David NOVARRO

Royaume-Uni

Une nouvelle génération

Avec ou sans le Labour ? En marge du parti qui croule toujours sous ses divisions, un jeune penseur, Owen Jones, fait le pari de l'avenir. Comme en Espagne, un projet populiste de gauche se dessine.

« La gauche britannique ne perd jamais l'occasion de perdre l'occasion ». Owen Jones, nouveau porte-parole de l'école marxiste, outre-Manche, ne mâche pas ses mots. Dans un entretien accordé à une revue espagnole, il a pointé les débats dans lesquels les gauches européennes devaient impérativement s'impliquer afin de ne pas se retrouver aussi submergées par l'extrême droite. Le débat qui entoure le maintien du Royaume-Uni au sein de l'Union européenne constituerait l'un de ces rendez-vous cruciaux à ne pas manquer.

Le sujet a toujours déclenché les passions, au pays d'Albion. Jeremy Corbyn autre icône de la gauche radicale a, du reste, passablement tergiversé autour du sujet. S'il avait voté contre l'adhésion aux Communautés européennes, en 1975, il s'est récemment permis de laisser planer un certain doute au sujet de ses intentions, dans la perspective du référendum promis par David Cameron pour au plus tard 2017... C'est qu'il doit aujourd'hui arbitrer bien des forces centrifuges, au sein du Labour. Georges Monbiot, éditorialiste comme Owen Jones du quotidien *The Guardian*, explique pourquoi certains représentants de la gauche radicale se montrent aussi inflexibles. « Tout ce qu'il y a de bon dans l'Union recule ; tout ce qu'il y a de mauvais progresse. » Une analyse que beaucoup commencent à partager. Aussi, face au *Brexit* (mot-valise, pour l'expression *british exit*) recommandé par le Parti pour l'indépendance du Royaume-Uni (UKIP) et les euro-sceptiques de

l'autre bord, il conviendrait de proposer un *lexit*, (mot-valise pour *left exit*), une sortie de gauche assumée comme telle visant à favoriser les reconquêtes démocratiques. Pour ces possibles dirigeants de demain, le but final est bien sûr de rompre avec les politiques d'austérité qui ont tant maltraité la Grèce de Tsipras ou encore de s'opposer au Traité Transatlantique qui se négocie actuellement dans la plus grande opacité.

Et, face aux populismes de droite qui montent, certains promeuvent un pendant anglo-saxon aux populismes de gauche assumés en Grèce et en Espagne par Syriza et Podemos. « Le Parti travailliste (...) ne semble pas offrir d'alternative cohérente, il doit s'interroger sur lui-même s'il veut encore jouer un rôle au Royaume-Uni », nous dit le trentenaire Owen Jones. (1) Pour lui, rien n'est irréversible, et il suffit de regarder les chiffres pour s'en convaincre : le Parti conservateur a gagné les élections, mais perd régulièrement des voix.

Dès l'automne 2014, au lendemain du coup de tonnerre des élections européennes, Owen Jones et le réalisateur engagé Ken Loach ont donc participé à un débat public avec Íñigo Errejón, le meilleur idéologue de Podemos et une députée récemment élue du parti de Pablo Iglesias autour d'un thème : « la nouvelle construction de la démocratie en Europe. » À cette réunion qui dura plus de cinq heures, participa également une universitaire spécialiste des mouvements sociaux et du recours de ces derniers aux réseaux sociaux de l'Internet, Cristina Flesher. (2) La composition de cet aréopage est à la mesure du défi qui attend les promoteurs de la connexion permanente avec la rue. Tous s'interrogent sur les moyens à leur disposition pour aller au-delà de la démocratie participative au sujet de laquelle des anciens comme le Portugais Boaventura de Sousa Santos ont déjà dit

qu'elle avait du mal à dépasser le niveau local. La réflexion est notamment enrichie par les propositions de Manuel Castells, disciple d'Alain Touraine. Lui pense à l'impérative nécessité de fédérer, via les réseaux sociaux, ces réseaux de citoyens mobilisés par des émotions collectives dont les grands médias savent régulièrement s'emparer. (3)

Owen Jones a l'impudence de son âge. Mais sa contribution est déjà étayée par la publication de deux ouvrages de référence, en attendant un troisième qui devrait sortir prochainement, *The politics of hope* (« Les politiques de l'espoir »). En 2011, à seulement 27 ans, il avait déjà dénoncé ce qu'il appelle « la démonisation de la classe ouvrière. » (4) Il y démonte les mécanismes qui ont, par exemple, dépossédé les milieux populaires du football pour en faire un négoce très lucratif, à coup de privatisation des équipements sportifs ou de ce qui est pour lui une prétendue lutte contre... la violence dans les stades. Dans *The Establishment*, (5) il poursuit son réquisitoire contre l'élite qui domine la société britannique depuis les lendemains de la Seconde Guerre mondiale, et apporte donc sa contribution à la lutte pour l'hégémonie culturelle.

Ken Loach, qui lança en 2013 le très radical *Left Unity party*, vient de poser publiquement la question de la dissolution ou de l'intégration au sein du Labour de cette formation. C'est que le petit mouvement, du fait de l'incroyable ascension de Corbyn a vu plus de 400 de ses 1500 militants le quitter pour rejoindre la plus vieille formation de la gauche britannique. De leur côté, les vieux lions de la politique britannique n'ont donc pas fini de rugir.

Christophe BARRET

(1) *Eldiario.es* (02/06/2015).

(2) Voir son site, où sont croisés regards de chercheurs et de militants : <http://www.interfacejournal.net/>

(3) Cf. Manuel Castells, *Redes de indignación e esperanza*, Alianza, 2015 (non traduit).

(4) *Chavs, The Demonization of the Working Class*, Paperback, 2012 (non traduit).

(5) <https://www.youtube.com/watch?v=Mb55teXcR90&feature=youtu.be&app=desktop>

Jacques Julliard en colère

« **N**otre littérature est notre bien le plus précieux. Je le dis tout net : si je devais me convaincre que la gauche est, fut-ce à son corps défendant, l'agent de la marginalisation de notre littérature dans la France moderne, je n'hésiterais pas une seconde, ce n'est pas avec la littérature, ma patrie quotidienne, que je romprais, ce serait avec la gauche. » Ce n'est pas à la légère qu'un Jacques Julliard peut proférer une telle déclaration. Elle est d'évidence un cri du cœur et de la raison, l'expression d'une colère profonde. Tout de même, Julliard et la gauche, c'est toute une vie, un engagement de tous les jours, une conviction solidement ancrée ! Faut-il que le pouvoir actuel ait dépassé les bornes, avec madame Vallaud-Belkacem en charge du ministère de la rue de Grenelle, pour que le militant chevronné se déchaîne ainsi. C'est que ses fibres intimes sont touchées avec ses raisons de vivre, pour qu'il lance cette sorte d'ultimatum. L'École, dont il a reçu le meilleur de lui-même, n'est pas seulement malade, elle est *finie* ; les réformes en cours n'ont de sens qu'à l'achever définitivement, telle qu'elle a été forgée à partir du projet révolutionnaire, amendé de sa dynamique totalitaire et reformulé par Jules Ferry. Il s'agit donc bien de l'École laïque, celle qui portait du principe que « La Raison et les Lumières constituent le seul universalisme politiquement recevable et que ce parti-pris rationaliste n'est nullement incompatible avec la neutralité : l'École de la République sera politiquement neutre et philosophiquement engagée. »

Pourtant, Vincent Peillon n'a-t-il pas mis à l'honneur une charte de la laïcité dont on a reparlé ces jours-ci en rappelant son importance eu égard à la situation civique et morale du pays. Jacques Julliard n'est nullement convaincu qu'on ait pris le taureau par les cornes. Ce qu'il constate au contraire, c'est « qu'à la République enseignante a succédé la Démocratie parentale et à l'universalité des Lumières l'individualisme du consommateur. Une telle École mérite à-peu-près autant de respect qu'un supermarché, et pour avoir cessé de se respecter elle-même, elle a cessé d'être respectable. » Pour l'essentiel, j'approuve cette charge argumentée contre une dégénérescence continue, dont droite et gauche sont solidairement responsables. J'applaudis la dénonciation du pédagogisme, qui est la science de nos modernes Diafoirus, et surtout je me sens solidaire de la protestation indignée à l'encontre de la destruction sans cesse reconduite de notre culture générale, que cela concerne, avec les réformes actuelles, la fin des humanités greco-latines, le dédain pour notre littérature et quasiment la haine pour notre histoire, et même l'entreprise qui consiste à dézinguer, avec l'allemand l'étude de la culture germanique.

En positif, je me retrouve aussi solidaire du contenu du chapitre que Jacques Julliard consacre à définir la nature de l'École Républicaine. J'ai été particulièrement heureux qu'il insiste sur l'admiration qui doit être au cœur de l'éducation. On insiste souvent à juste titre - et lui-même abonde dans ce sens - sur la formation de l'esprit critique, que mes professeurs distinguaient toujours de l'esprit de critique et qui est tout simplement l'affinement de la faculté du jugement. Mais à la suite des Grecs, il faut mettre en valeur cette admiration des grandes et belles choses qui a pour synonyme l'étonnement, désinence supérieure de la curiosité. Si je puis me permettre une illustration d'actualité à ce propos, je dirais que les jeunes gens et les jeunes filles de chez nous qui s'engagent

en Syrie aux côtés de Daech manquent peut-être moins d'esprit critique que d'admiration et de vénération pour ce qui mérite d'éblouir l'esprit et la sensibilité. Pierre Legendre allait dans la même direction, lorsqu'il dénonçait un scientisme qui éconduisait l'imaginaire dans les pièges du virtuel en brutalisant la conscience morale. Cela rejoint aussi ce que Jacques Julliard exprime de cette autre vertu première qu'est l'attention, où Simone Weil voyait une réfraction de la vie spirituelle : « Une certaine manière de faire une version latine, une certaine manière de faire un problème de géométrie constituent une gymnastique de l'attention propre à rendre apte à la prière. » Mais ce que Malebranche entendait aussi par *prière naturelle* renvoie à la gratuité totale de l'action d'apprendre à rebours de tous les critères actuels de la société libérale.



Il est un point sur lequel j'apporterais quelques nuances, sans être vraiment sûr d'être en désaccord réel avec Jacques Julliard. Opposer ce qu'il appelle, avec bien d'autres, la croyance à la rationalité est parfaitement recevable, ce mot de croyance étant associé à la perception la plus faible et la plus incertaine de la réalité. Elle est l'équivalent de la doxa platonicienne, c'est-à-dire l'opinion en tant que degré inférieur de la science. Mais l'emploi du mot croyance est également marqué d'une grave ambiguïté dans la mesure où la notion s'applique à des objets très différents. La croyance dans le spiritisme et les superstitions n'a rien à voir avec la foi de saint Augustin ou de saint Thomas d'Aquin. Par ailleurs, comme le disait Maurice Merleau-Ponty, il existe un grand rationalisme à la Descartes et de très petits rationalismes à la Homais. C'est pourquoi je crains qu'il n'y ait ici une équivoque préjudiciable aussi bien à l'intelligence qu'à la juste conception de la laïcité. Entendons-nous simplement sur l'exigence de rigueur scientifique que tous peuvent partager. Je remarque d'ailleurs que dans la tradition qui nous est chère solidairement, celle de l'École de la Troisième République, on pouvait s'intéresser autant aux querelles sur la grâce qu'au combat de Voltaire contre l'intolérance religieuse. Et puis notre belle classe de philosophie pouvait ouvrir l'esprit aux penseurs de tous les horizons sans en exclure aucun, au nom d'une conception fermée de la rationalité.

Mais cette remarque est subsidiaire elle n'empêche pas mon adhésion globale aux thèses principales de l'essai, ainsi qu'aux propositions qui y sont esquissées. Je retiens particulièrement celle qui concerne le remède radical qui s'impose dans le gouvernement de l'Éducation nationale. La catastrophe présente exige, en effet, une solution drastique qui consiste à supprimer provisoirement le ministère en charge du mammoth par un haut commissaire à l'Éducation « nommé pour cinq ans, rattaché directement au Premier ministre et choisi parmi les plus hautes personnalités intellectuelles du pays en dehors de tout dosage politicien. Seul un tel personnage serait capable de prendre en compte, sous la tutelle du gouvernement, les problèmes qui se posent et les mesures à mettre en œuvre, qui ne sont pas, pour la plupart, des réformes de structure ». Voilà au moins une proposition originale qui pourrait rallier beaucoup de suffrages de la part de tous ceux qui sont persuadés que, de l'École que nous aimons, « l'espérance demeure ».

Gérard LECLERC

Jacques Julliard, *L'École est finie*, coll. Café Voltaire, Flammarion, oct./2015, prix public : 12 €.

Le Goncourt aux Syriens

I l y a quelque chose de proustien dans cette recherche d'un Orient perdu. Attiré vers l'Orient par amour d'une orientaliste française, le narrateur, musicologue viennois, se livre à une forme d'autopsie de son mal qu'est l'orientalisme en distinguant cinq « formes de folie en Orient ».

Viennois, il l'est donc par ce côté freudien, par la géographie - le chancelier impérial Metternich faisait commencer l'Orient au Ring, les boulevards extérieurs de la capitale autrichienne, là où était venue échouer la dernière vague de conquête ottomane en 1683 -, mais surtout en honneur de Joseph von Hammer-Purgstall (1774-1852), père de l'orientalisme moderne, fondateur de l'Académie des Sciences de Vienne, traducteur des poèmes persans d'où Goethe a tiré son *Divan occidentaloriental* et historien des Hashashin.

Comme la parution de *Soumission* de Houellebecq le jour de l'attentat contre Charlie, celle de *Boussole* de Mathias Enard est contemporaine de l'arrivée cet été des réfugiés syriens, irakiens et afghans en gare de Budapest puis de Vienne et de Munich terminus. Les jurés du prix Goncourt ont-ils été influencés par cette coïncidence, l'illustration de couverture - les ruines de Palmyre - et la dédicace prémonitrice de l'ouvrage *Aux Syriens* ? Le roman transcende de beaucoup ces circonstances. La caricature de l'Islam qui s'est emparée de ces contrées n'a que peu à faire avec sa représentation d'un Orient de légende. Comme chez Camus,

c'est un Orient quasiment sans oriental, un Orient rêvé, un Orient au-delà de l'Orient après qu'on ait rapatrié par vagues successives tout ce qui dans cet Orient était le rêve occidental. Après les Juifs dits orientaux, les Chrétiens dits orientaux, et finalement avec la dernière vague les Musulmans dits orientaux, tous réfugiés en Occident, l'Orient ne comptera bientôt plus que les djihadistes venus ou rêveurs d'Occident, exportant leur mal d'Occident en quête d'un ailleurs ou d'un absolu toujours repoussé plus loin dans la drogue, la mystique ou les origines.

L'opium, le Tibet, Sarawak en tiennent lieu chez l'héroïne, Sarah, à l'ancienne, question de génération, parce que l'auteur a pris le parti d'éviter la violence de l'actualité. Le lecteur pourra ainsi tranquillement « voyager autour de sa chambre » : ce type d'exploration imaginé il y a 150 ans par Xavier de Maistre est, le signale Enard, désormais devenu la norme. Surtout avec une *Boussole* qui indique l'Est.

YLM

Mathias Enard — *Boussole* - Prix Goncourt 2015, Éd. Actes Sud, août/2015, 400 pages, prix public : 21,80 €.



Mathias Enard

Il faut comprendre!

L e Premier ministre est exaspéré par ceux qui cherchent à comprendre les motifs et l'action des djihadistes. Comprendre le terrorisme n'est pas comprendre les terroristes. Expliquer n'est pas excuser.

Au Sénat, le 26 novembre, Manuel Valls prononce une phrase inquiétante : « J'en ai assez de ceux qui cherchent en permanence des excuses ou des explications culturelles ou sociologiques à ce qui s'est passé » [le 13 novembre]. Face aux djihadistes qui agissent par haine de la culture et des sociétés - y compris les sociétés musulmanes - le Premier ministre congédie les philosophes et les sociologues au motif qu'il n'y aurait rien à comprendre. Pour lui, chercher à comprendre, c'est chercher des excuses. En bonne logique, Manuel Valls devrait ordonner des descentes de police au CNRS et à l'École des hautes études en sciences sociales et demander la saisie des revues qui, s'interrogeant sur le terrorisme, s'efforcent d'éclairer leurs lecteurs.

Parfaitement conscients de notre complicité objective et la proclamant, nous nous empressons de recommander la lecture attentive de *Philosophie magazine* qui permet à un large public d'accéder à la réflexion philosophique. En mars dernier, la revue avait publié un numéro spécial qui a dû agacer Manuel Valls puisqu'il s'agissait de bien comprendre le fanatisme pour mieux lutter

contre ce fléau. (1) Dans ce numéro, riche des contributions de Marcel Gauchet, de Rémi Brague, d'Abdenour Bidar, Raphaël Enthoven écrit que celui qui s'indigne des caricatures du Prophète n'est pas le serviteur de Dieu mais se prend pour Dieu lui-même et le rabaisse à sa pauvre humanité : « Mahomet est-il si faible et si lâche qu'il lui faille le secours de trois déshérités pour gagner le respect ? Allah est-il si petit qu'il ait besoin d'un coup de main des frères Kouachi ? L'intolérance des assassins n'est pas la preuve d'une foi puissante mais l'indice d'une monstrueuse immodestie et d'une impiété qui, se haïssant elle-même, noie son désarroi dans la violence comme on le noierait dans l'alcool. »

Dans le dernier numéro publié, (2) *Philosophie magazine* pose une question qui devrait intéresser le gouvernement si on n'y cultivait pas la haine de la pensée : La terreur va-t-elle nous changer ? Entre autres remarquables contributeurs, Marcel Gauchet pose une question politique décisive : les Français s'accordent sur le cadre démocratique et considèrent qu'il est assez solide pour ne pas s'occuper de ce qui les unit mais seulement de ce qui les divise. Or ce cadre n'est pas donné et il est aujourd'hui menacé. Délibérer sur les conditions de l'unité, telle est l'urgence !

B. LA RICHARDAIS

(1) *Philosophie magazine*, *Guide d'autodéfense contre le fanatisme*, n° 87, mars 2015, 5,90 €.

(2) *Philosophie magazine*, n° 95, décembre 2015-janvier 2016.

FdN

Tél : 01.42.97.42.57

Royaliste 1090

COP21 Quel bilan ?

Politiquement, il s'agit d'un succès indéniable. Il faut donner *satisfecit* à François Hollande et Laurent Fabius qui ont réussi à convaincre les 195 États de signer cet accord qui va aussi loin qu'il est possible dans un système où toute décision exige l'unanimité. Cet accord représente un progrès notable, comme l'ont noté certains, puisqu'en s'inscrivant dans le cadre de la Déclaration des Droits de l'Homme, il reconnaît « l'égalité entre les hommes et les femmes, (...) le droit à la santé, la justice climatique, le droit au développement, (...) toutes les dimensions sociales du changement climatique. » Il est d'ailleurs probable, comme l'ont signalé plusieurs délégations, que seule la France pouvait réussir, par ce qu'il lui reste d'indépendance et d'influence diplomatique, à mener le monde entier à cette « nuit du 4 août » sur le climat. Tous les États de la planète reconnaissent maintenant que le changement climatique est un vrai problème, et l'un des plus urgents à résoudre. L'inquiétude de la société mondiale sur le climat est devenue une puissante vague de fond forçant à l'action tous les gouvernements, même contre les intérêts corporatistes de leurs propres lobbies économiques. La part due à l'homme dans le réchauffement est établie et la nécessité de l'effort commun reconnu. À Paris, un journal d'étapes a donc été rédigé à l'initiative de la France et adopté par tous, ce qui met chacun devant ses responsabilités. Enfin le fonds de 100 milliards de dollars destiné aux pays en développement a été définitivement officialisé.

Du point de vue de l'environnement, c'est moins enthousiasmant. Rien dans le texte final n'est vraiment contraignant dans l'immédiat, et si les objectifs et les calendriers sont définis avec précision, ils n'ont pas encore valeur d'obligation. Nous allons donc continuer à utiliser les énergies fossiles et à produire des GES, et le réchauffement ne va pas ralentir avant des décennies : il est à peu près sûr que la fameuse limite de 2° ramenée d'ailleurs à 1.5°, qui écologiquement ne veut pas dire grand-chose, sera allègrement (sans jeu de mot) franchie. Rappelons aussi que ce n'est pas seulement le type d'énergie à utiliser qui pose question : si l'on fait un vrai bilan carbone des différents modes de production d'énergie, incluant toutes les émissions dues à leur mise en œuvre, distribution, rendements, coûts, durée de vie etc., on se rend compte

qu'ils diffèrent peu entre eux. La grande question, c'est la quantité d'énergie croissante que continue d'exiger notre mode de fonctionnement économique.

Or, compromis oblige, quelques points essentiels auront été cachés sous le tapis lors des travaux de la COP 21 :



Le premier, c'est que les émissions de GES sont bien la conséquence directe d'un modèle économique (la société de consommation et l'ultra-libéralisme) qui lui, reste inattaqué. Pourtant il est certain que tant que la politique économique mondialisée se fera autour de la conception actuelle de la croissance et du PIB, aucune solution sérieuse ne pourra être envisagée : faire baisser la fièvre ne guérit pas le malade. Des modèles différents sont à mettre en œuvre.

Le second, c'est donc cette nécessité de concevoir de nouvelles définitions de la croissance et du développement. La mesure de la croissance ne s'appuie en effet que sur des aspects quantitatifs de production et de consommation, qui sont devenus insuffisants, voire dangereux, pour mesurer l'activité humaine. Toute baisse de consommation d'énergie se traduit en effet par une baisse mécanique de cet indice de croissance. L'économie circulaire et la transition énergétique sont bien incompatibles avec la croissance productiviste mesurée actuellement, laquelle est par définition exponentielle et présuppose un milieu infini, ce que - tout le monde le sait maintenant - la planète n'est pas. Une nouvelle définition de l'activité économique est à adopter, qui prenne en compte cette finitude du milieu ; ce qui ne semble pas d'actualité chez nos leaders politiques et nos économistes internationaux...

Le troisième, c'est que les vraies questions ont été effleurées, mais pas posées. Et la principale, c'est que dans trente ans la population humaine se stabilisera autour de 11 milliards d'habitants, et qu'il faut tout prévoir dès maintenant pour que cette population puisse vivre décemment chez elle. Voilà ce qui doit mobiliser toute la planète, pour maintenir un milieu garantissant à tous l'accès à l'alimentation, à l'eau, à l'air, la survie du territoire, l'éducation, la santé...

Alors, quel bilan ? De réels progrès, peut cependant mieux faire. Nous resterons vigilants sur la continuité dans l'effort.

François VILLEMONTEIX